

« Les citoyens et les communautés, les protagonistes de la démocratie européenne »

Ensemble pour l'Europe. Rome, 10 mai 2024

Claudio Sardo

Tout d'abord, je vous remercie pour cette occasion de nous rencontrer et de réfléchir ensemble.

L'Europe est notre présent et notre avenir. Le mythe de la nation, c'est le passé. Même si certains tentent maladroitement de le nier.

Cette belle expérience qui est la vôtre prouve aussi que, pour nous tous, aujourd'hui, tout discours communautaire accompli ne peut qu'avoir un souffle européen.

L'Europe, c'est plus que l'Union européenne. L'Europe, c'est plus que l'euro. L'Europe, c'est plus que les frontières tombées grâce aux accords de Schengen.

L'Europe est une civilisation, un grand patrimoine éthique et social. Dans la dimension culturelle et spirituelle européenne, notre idée de l'humanité, de la primauté de la personne, de la liberté de conscience, de la transcendance, de l'égalité entre les êtres humains, a pris forme.

Permettez-moi de citer David Sassoli, décédé il y a deux ans et demi alors qu'il était président du Parlement européen : « En Europe, aucun gouvernement ne peut tuer », a-t-il déclaré lors de son premier discours dans l'hémicycle de Strasbourg, immédiatement après son élection. - La valeur de la personne et sa dignité sont notre façon de mesurer nos politiques... Chez nous, personne ne peut fermer la bouche de ses opposants. Nos gouvernements et les institutions européennes qui les représentent sont le fruit de la démocratie et d'élections libres... Personne ne peut être condamné pour ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques... Avec nous, les filles et les garçons peuvent voyager, étudier et aimer sans contrainte... Aucun Européen ne peut être humilié et marginalisé en raison de son orientation sexuelle... Dans l'espace européen, de différentes manières, la protection sociale fait partie de notre identité, la défense de la vie de toute personne en danger est un devoir établi par nos Traités et les Conventions internationales que nous avons signées... »

C'est l'esprit européen dans lequel nous avons grandi, l'air que nous respirons. Parfois, la paresse nous fait croire que tout cela est acquis, naturel, qu'il ne peut en être autrement. Or, il n'y a pas de point final, de point définitif dans l'histoire.

Ce qu'il faut, en revanche, c'est de la responsabilité, de la conscience et un désir d'avenir pour écrire la suite de l'histoire. Les chrétiens peuvent apporter une contribution précieuse. Emmanuel Mounier distinguait l'optimisme historique de ceux qui s'en remettent aveuglément au progrès et l'« optimisme tragique » des chrétiens - il l'appelait ainsi - pour qui « le sens du progrès ne se définit pas en dehors du paradoxe de la croix, et n'exclut pas qu'en son sein se déchaînent jusqu'au dernier jour les catastrophes des puissances de l'enfer ».

Qu'on le comprenne bien : la crête tragique, ou apocalyptique (comme disait Giorgio La Pira), ne prive pas le croyant d'une once d'espoir et d'engagement.

L'idée de l'Europe comme entité civile et morale a pris forme au XVIII^e siècle - je cite les études de Federico Chabod - avec les Lumières, puis avec le Romantisme, mais il ne faut pas oublier que ses racines sont bien plus anciennes. Elles remontent à la Grèce, au monde romain, et surtout à la diffusion du christianisme, avant, pendant et après le Moyen Âge.

Cependant, l'idée de l'Europe s'est développée dès les premiers temps sans reposer sur des frontières claires et stables. L'Europe d'Isocrate, ou d'Hellas, opposée à l'Asie. L'Europe romaine face aux barbares. L'Europe de l'Occident opposée à l'Orient. L'Europe du christianisme face aux peuples païens. L'Europe romano-germanique distincte de la Scythie, future Russie. L'Europe qui découvre le nouveau monde, l'Amérique. Elle apprend ensuite à connaître la diversité de la Chine. L'Europe qui, avec l'Amérique, constitue l'Occident moderne.

Aujourd'hui encore, la frontière géographique n'est pas clairement définie. Ce ne sont pas les frontières qui déterminent l'identité européenne. Ceux qui voudraient ériger des murs pour défendre et repousser se heurtent à des contradictions qui ne sont pas faciles à résoudre. Où ériger le bastion du bunker de l'Europe si, de l'autre côté de la barrière, il y a encore des peuples qui se sentent européens, qui rêvent de l'Europe comme de leur destin, qui en font un modèle idéal ? Nous le voyons de nos jours dans les différents territoires de l'Est. Nous le voyons dans les yeux de tant de migrants qui affrontent des risques mortels et des souffrances indicibles pour atteindre enfin une Terre d'opportunités.

Edgar Morin a écrit que c'est précisément sur la mobilité de ses frontières que reposent les fondements de la civilisation européenne personnaliste et communautaire, qui sait saisir la valeur inestimable de toute vie humaine, qui reconnaît la liberté et les droits universels, qui parle de fraternité parce qu'elle affirme l'égalité. C'est pourquoi l'accueil et la solidarité sont des sentiments européens, alors qu'élever des murs et rejeter sans humanité constituent une déformation de nous-mêmes.

Notre civilisation a su déployer le principe démocratique et en a fait la règle de la coexistence et le moteur du développement et du bien-être social. L'Europe est allée jusqu'à proclamer l'imperfection des États.

Oui, l'imperfection de l'ordre étatique. En effet, que veut dire d'autre notre Constitution, à l'article 3, lorsqu'elle oblige les institutions à supprimer en permanence « les obstacles de nature économique et sociale qui, en limitant la liberté et l'égalité des citoyens, empêchent le plein épanouissement de la personne humaine » ?

Cela signifie que ce qui était l'État absolu, le souverain couronné au nom de Dieu, est désormais un souverain imparfait. Il est soumis à la loi et a des devoirs de service auxquels il ne peut déroger. Car la démocratie est une construction continue, incessante. Le déséquilibre social est un obstacle à l'égalité des droits et des libertés, et il faut bien que quelqu'un se charge de restituer à ceux qui ont moins, à ceux qui sont défavorisés, les chances qui leur ont été enlevées. La démocratie n'est pas seulement un ensemble de lois. C'est un chemin vers une plus grande justice. Si elle n'avance pas dans cette direction, elle risque de tomber.

La démocratie n'est pas acquise une fois pour toutes. Elle n'est pas protégée pour toujours. Elle a besoin de cohésion, elle a besoin de réduire les distances sociales, elle a besoin

d'augmenter la participation. Sinon, elle risque de s'estomper, de s'user, de perdre confiance. Je me souviens du célèbre paradoxe d'Ernst-Wolfgang Böckenförde, juriste allemand : « L'État libéral sécularisé vit sur des hypothèses qu'il ne peut pas garantir : d'une part, il ne peut exister que si la liberté se régule de l'intérieur, c'est-à-dire à partir de la substance morale de l'individu ; d'autre part, cependant, si l'État tente de garantir lui-même ces forces régulatrices internes, il renonce à sa propre libéralité ».

La qualité de la démocratie est donc étroitement liée au degré de justice et de liberté, mais elle dépend aussi de la conscience des citoyens, du mode de vie de la communauté, des valeurs de solidarité qu'ensemble - communauté et citoyens - expriment. Avant toute règle.

L'histoire n'est jamais une ligne droite. Elle procède souvent par bonds, par ruptures, par renaissances. L'histoire de l'Europe, au milieu du XXe siècle, a connu l'abîme. Et elle s'est relevée de cette catastrophe humaine, peut-être la plus grande jamais vue sur Terre.

L'Europe a touché de sa propre main la volonté de puissance, la folie raciste, la pulsion destructrice qui est devenue - comme l'a écrit un grand penseur - un défi scandaleux lancé au Dieu créateur lui-même. L'Europe que nous connaissons s'est épanouie sur une promesse de paix que les peuples et les États ont échangée, après la libération du nazisme-fascisme, afin que plus jamais les guerres ne foulent le sol de notre Continent, ensanglanté depuis des siècles.

La nouvelle Europe politique s'est construite sur la paix. Plus fragile, plus faible qu'il n'était possible, et peut-être même nécessaire. Mais l'abjuration des conflits armés est immédiatement devenue la pierre angulaire d'une architecture civile sans précédent.

Au fil des décennies, le lien entre la paix et le modèle européen s'est de plus en plus renforcé grâce au développement de la liberté et de la démocratie, à la construction de l'État-providence, à l'extension des droits individuels et sociaux, à la diffusion des connaissances et du savoir-faire et à l'accélération de l'économie, de la technologie et de la médecine.

La paix est également au cœur du message de l'Europe au monde. Les poids entre les continents changent. L'Europe doit reconstruire et relancer son rôle mondial. Mais si la puissance de l'Europe est une puissance douce, un soft power, il est à craindre qu'elle ne s'éteigne sans un horizon de paix.

Aujourd'hui, nous sommes consternés par les guerres qui se déroulent à nos portes. L'agression de la Russie en Ukraine. La violence terroriste déclenchée par le Hamas contre les Israéliens. La réaction inacceptable d'Israël contre la population palestinienne de Gaza.

Des guerres qui nous interrogent, qui nous concernent, qui nous affectent.

Nous ne pouvons pas rester silencieux face à la volonté de puissance qui se manifeste si cruellement et à la violation du droit international. Nous ne pouvons pas nous taire devant la violence antisémite aveugle. Nous ne pouvons pas nous taire quand la réaction prend le caractère de la destruction aveugle et de l'extermination d'hommes, de femmes, d'enfants.

Mais aujourd'hui, il est difficile de dire ces choses ensemble sans être accusé de complicité avec certains des agresseurs.

Comment éviter de dissiper les dividendes de la paix gagnés au cours de ces décennies ? Comment reconstruire un tissu de dialogue, de respect, de coopération ? Aujourd'hui, cela semble presque impossible. Aucune des guerres qui ont éclaté dans le monde au cours des

trente dernières années ne s'est terminée par la paix. Les guerres, une fois ouvertes, continuent. Elles deviennent plus ou moins intenses, mais elles ne s'arrêtent pas. Et elles tuent, détruisent, gonflent les réservoirs de haine et rendent la réconciliation de plus en plus difficile.

Nous vivons une contradiction déchirante. D'une part, nous estimons qu'il est de notre devoir de défendre la liberté des attaqués car nous savons que la liberté n'est pas divisible : lorsqu'elle fait défaut à certains, elle finit par se rétrécir pour tous.

D'autre part, nous savons que nous ne pouvons pas nous passer de la paix, parce qu'elle est juste et humaine, alors qu'il est inhumain de retirer des ressources au développement, aux efforts de durabilité et à la lutte contre la faim pour les affecter à la production d'armes. Dans un scénario de guerre ou de préparation à la guerre, l'Europe risque de perdre sa conscience de soi.

Il n'y a pas d'Europe sans mission de paix. Le pape François a utilisé une belle expression : « L'Europe, grâce à son histoire, représente la mémoire de l'humanité et est donc appelée à jouer le rôle qui lui correspond : celui d'unir les lointains, d'accueillir en son sein les peuples et de ne laisser personne à jamais ennemi ».

Nul n'est ennemi pour toujours ! Il faut le crier. La guerre est en soi un acte hostile à l'Europe car elle porte atteinte à son identité. Et cela n'échappe malheureusement pas aux stratégies anti-européennes.

La guerre doit être vaincue. De la manière dont l'UE s'y prendra pour reconstruire et promouvoir la paix et la liberté dépendra son destin.

Personnellement, je ne doute pas du soutien que l'Europe est appelée à apporter à la résistance ukrainienne.

Je crois aussi que la construction d'une défense européenne est nécessaire dans le processus de renforcement global des institutions du continent : de l'union fiscale au développement du marché unique ; de la fin du droit de veto des États individuels à des politiques de plus en plus convergentes en matière d'économie, de droits et d'environnement ; du renforcement des pouvoirs démocratiques du Parlement à la solidarité sociale nécessaire pour gérer les transitions écologique et numérique.

Le dilemme n'est pas : défense commune oui ou défense commune non. Le point crucial est la direction à prendre. Quel est l'objectif ? La victoire de l'Europe - il ne faut pas avoir peur de le dire - c'est la paix, la coopération, l'établissement du droit, la construction de règles efficaces pour faire fonctionner le multilatéralisme.

Il n'y a pas de véritable victoire dans le conflit. Parce que le conflit s'auto-alimente et que la menace nucléaire n'est plus un moyen de dissuasion, mais un levier pour repousser sans cesse les limites de la guerre conventionnelle. La guerre « est toujours une défaite ». La paix est la seule issue nécessaire.

En outre, la paix n'est pas seulement l'absence de conflit armé. La paix est plus exigeante. Il n'y a pas de paix sans justice. Il n'y a pas de paix sans reconnaissance de l'égalité de dignité. Il n'y a pas de paix sans développement et sans solidarité. Il n'y a pas de paix sans rééquilibrage

environnemental et social. L'écologie intégrale - que le pape François a esquissée dans la *Laudato Si* - est le nouveau nom de la paix, le nom le plus complet aujourd'hui.

En tant qu'Européens, nous ajoutons que l'absence de paix peut corroder même le tissu de la démocratie. La guerre suscite la peur, provoque des fermetures, entrave le commerce, accroît les préjugés, desserre les mailles de la solidarité.

Dans le langage et la logique de la guerre, il y a la propagande, le mépris, les fausses vérités.

Sans la paix, la démocratie peine à devenir un exemple, à se reproduire, à s'améliorer. On n'exporte pas la démocratie par les armes : nous en avons fait l'expérience tragique lorsque l'Occident a répondu au terrorisme islamiste par la guerre en Irak. La démocratie peut s'étendre par la cohérence, la loyauté à l'égard de l'État de droit, le développement sans exploitation. L'accord d'Helsinki de 1974 a été un catalyseur de dialogue et d'espoir. Je pense qu'il a contribué à la fin de la guerre froide dans une mesure bien plus grande que ne le reconnaît la publicité ambiante. L'espoir d'un nouvel Helsinki ne doit pas être effacé de l'horizon de l'Europe.

Les citoyens et les communautés peuvent et doivent devenir les architectes de leur propre avenir de liberté, d'amitié et de justice. Les institutions européennes sont également imparfaites. Elles doivent être réformées. La construction de l'Union européenne a été lente et difficile. Mais aujourd'hui, même les États européens les plus forts n'ont plus l'illusion de pouvoir jouer seuls dans la première ligue mondiale. Car le monde a changé.

L'unité européenne est la seule chance que nous ayons de permettre à notre civilisation de résister au choc et à la rapidité des transformations, de conserver l'ambition de les conduire, de continuer à parler au monde en voulant lui transmettre quelque chose de précieux.

La mondialisation, les progrès des technosciences, de la robotique, de la génétique, de l'intelligence artificielle, les communications toujours plus rapides mettent en mouvement des processus impétueux. Même les institutions traditionnelles de la démocratie sont remises en question et, dans une certaine mesure, vidées de leur pouvoir : aujourd'hui, le véritable pouvoir, celui qui affecte l'économie et les modèles sociaux, est souvent la prérogative d'entités supranationales, essentiellement de nature financière. Les États eux-mêmes, dans de nombreux domaines, se retrouvent à la merci de dynamiques qu'ils ne peuvent contrôler.

L'Europe est notre chance. Notre espoir de démocratie et de liberté. Malgré les vieux slogans qui circulent malheureusement encore dans la campagne électorale actuelle, personne ne peut vraiment croire que l'enjeu est le pourcentage de pouvoir à répartir entre l'UE et les différents États. Ce qui est réellement en jeu, c'est la politique que l'Europe mènera dans les dossiers décisifs. Quelle sera son orientation en matière de choix stratégiques, d'équilibres sociaux et territoriaux, quelle sera sa politique et ses programmes en matière de durabilité environnementale. La nécessaire transition verte et numérique doit aussi être juste. Mais la guerre risque dramatiquement de détourner l'attention et les ressources de la tâche urgente de transmettre une planète vivable aux nouvelles générations.

Les citoyens doivent avoir leur mot à dire. Les élections sont une opportunité à ne pas gâcher. Le fossé entre la démocratie représentative et la participation s'est malheureusement creusé. Les propositions qui sont parvenues à la Conférence sur l'avenir de l'Europe par le biais des panels, fortement soutenus par David Sassoli et auxquels ont participé des milliers de citoyens européens, doivent être reprises dans la législature qui s'ouvre. La participation des citoyens

et des communautés sera décisive pour rendre à l'Europe ce qu'elle perdrait autrement en raison des changements géopolitiques, économiques et démographiques.

La politique est un processus. Mais il n'y a pas de croissance démocratique sans une passion populaire, sans désir fort d'un monde meilleur. Ce désir est aussi lié à l'esprit européen. Les avancées de la civilisation européenne ont souvent été portées par de grands idéaux, des visions d'avenir, des utopies. Ernst Bloch, philosophe allemand qui a discuté de l'espérance avec le théologien Jürgen Moltmann, disait : « Un *novum* historique n'est jamais totalement nouveau. Il est toujours précédé d'un rêve ou d'une promesse ».

Nous ne devons pas avoir peur de penser ce qui semble impossible aujourd'hui. Penser l'impossible permet de rendre possible, demain, un bond en avant, une plus grande solidarité, un progrès social.

L'Occident, écrivait Paolo Prodi dans l'un de ses derniers essais, s'est développé comme une révolution permanente, mobilisant sa capacité créatrice pour imaginer et concevoir une société alternative à la société actuelle. Cette caractéristique a stimulé l'affirmation de l'Europe et la croissance de son esprit. Aujourd'hui, l'anxiété que nous observons en Europe dépend également de la difficulté d'échapper aux insécurités de notre époque et à l'homologation rampante induite par les systèmes globaux enveloppants.

Si nous renonçons à penser à l'avenir, nous nous condamnons à un éternel présent, qui est aussi l'habitat dans lequel l'individualisme se propage le mieux.

Certes, il n'y a pas d'action réformatrice sans prise de conscience de la réalité. Mais les idéaux ne peuvent, ne doivent jamais s'effacer derrière la *real politik*.

Altiero Spinelli et Ernesto Rossi étaient-ils des rêveurs trompés lorsqu'ils ont écrit le Manifeste de Ventotene alors qu'ils étaient emprisonnés par le fascisme ? Les jeunes hommes qui ont rédigé le célèbre Codex in Camaldoli, devenu par la suite l'une des matrices les plus importantes de notre Constitution républicaine, étaient-ils des visionnaires irréalistes ? Robert Schuman était-il un utopiste imaginaire lorsqu'il a prononcé la déclaration - le 9 mai 1950 - que nous considérons comme l'acte de naissance de la Communauté européenne ? Je voudrais rappeler le début de cette déclaration : « La paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créateurs, proportionnés aux dangers qui la menacent ». Le principal effort créateur auquel Schuman faisait allusion était précisément la constitution de l'Europe en tant que nouvelle subjectivité politique.

Mais l'Europe a besoin d'unité pour aller de l'avant. Nous le savons. Nous l'avons vu au moment de la Covid, lorsque le tabou de la dette commune a été violé, lorsque, pour la première fois au cours de ce siècle, la politique rigoriste et récessionniste a été mise de côté et que la voie a été ouverte à des politiques économiques et sociales expansives et solidaires. Si elle le veut, l'Europe peut être utile et proche de ses citoyens. Elle peut renforcer sa dimension sociale. Bien sûr, l'Europe peut aussi reculer, s'arrêter. Et ces deux dernières années, des pas en arrière ont malheureusement été faits.

Je dirais que la fidélité à l'esprit européen aujourd'hui se mesure aussi à la capacité de dépasser l'horizon du présent, au refus de le considérer comme insurmontable. Une question politique, mais aussi, à y regarder de plus près, une grande question anthropologique, qui touche au sens de l'existence.

La foi chrétienne, les confessions religieuses peuvent apporter une aide précieuse à l'espérance. À l'espérance des croyants, des non-croyants, des croyants différents. Il y a une dimension de transcendance qui concerne tout homme : le désir d'avenir, la responsabilité du lendemain. Nous sommes ancrés dans l'engagement et la passion de la libération possible aujourd'hui, mais nous portons notre regard au-delà du temps de notre vie parce que c'est le destin de l'homme, c'est le chemin de l'humanité et de l'histoire.

Aller « au-delà » est un grand défi pour l'Europe d'aujourd'hui. Un défi historique et politique. Les forces qui veulent arrêter l'Europe ne manquent pas. Des forces internes et externes. Ceux qui empêchent son unité travaillent au déclin de l'Europe.

Les peuples sont désormais continentaux. Nous ressentons le besoin de voir s'épanouir la vocation et le charisme de l'unité. Dans les formes qu'avec créativité nous réussirons à témoigner.